



CHAPITRE 83

LOI CONCERNANT LA PÊCHE

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi de la pêche*. S. R. (1909), 2246. Titre abrégé.

SECTION I

DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

2. Les mots suivants, lorsqu'ils se rencontrent dans la présente loi ou dans les règlements ou instructions édictés ou données en vertu de ses dispositions, ont la signification qui leur est ci-après assignée: Définition :

1° Les mots "eaux de la province" signifient et comprennent les mers, golfes, baies, fleuves, rivières, lacs et cours d'eau dans les limites de la province sur lesquels la Législature est compétente à légiférer, ou qui sont la propriété de la province, qu'ils soient ou non sous bail ou permis; "Eaux de la province";

2° Le mot "ministre" signifie le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries; "Ministre";

3° Le mot "garde-pêche" s'entend de toute personne revêtue des attributions de cette charge; "Garde-pêche";

4° Les mots "bail" ou "bail de pêche" désignent le titre de location des terrains bordant ou renfermant des eaux non navigables, pour des fins de pêche à la ligne et à la canne et ligne dans ces eaux. Ils désignent aussi le titre de location, pour les mêmes fins, de la partie navigable d'une rivière à saumon dont partie est non navigable; "Bail";

5° Les mots "permis" ou "permis de pêche" désignent le titre conférant le droit de pêcher et d'exploiter les pêcheries dans des parties y déterminées des eaux navigables ou non navigables, au moyen de lignes, rets, seines et autres appareils ou instruments non prohibés par la loi ou les règlements; "Permis";

6° Les mots "permis spécial" désignent l'autorisation conférant à une personne non domiciliée dans la province; "Permis spécial";

Inspecteur
des pêche-
ries.

vince le droit de pêcher dans les eaux de la province, y compris les eaux où le droit de pêche est privé ou loué de la couronne, conformément à la loi et aux règlements;

7° Les mots "inspecteur des pêcheries" signifient toute personne revêtue des attributions de cette charge. S. R. (1909), 2247; 1 Geo. V (1911), c. 25, s. 1.

SECTION II

DU DROIT DE PÊCHER

Modes de
pêche permis.

3. 1. La pêche à la ligne et à la canne et ligne est seule permise dans les eaux navigables, et la pêche à la canne et ligne est seule permise dans les eaux non navigables de la province.

Modes de
pêche non per-
mis.

Pour tout autre mode de pêche, il faut le permis visé par l'article 21.

Droits des
habitants de
la province de
pêcher sans
permis.

2. Les personnes domiciliées dans la province n'ont pas besoin de permis pour faire la pêche à la canne et ligne ou à la ligne, selon le cas, dans les eaux de la province qui ne sont pas sous bail.

Permis exi-
gés des étran-
gers.

3. Les personnes non domiciliées dans la province, et qui désirent y faire la pêche, même dans les eaux où le droit de pêche est privé ou loué de la couronne doivent, avant de commencer à pêcher, se procurer un permis spécial du ministre ou d'une personne autorisée par le ministre à en accorder.

Honoraires
exigibles.

L'honoraire exigible est fixé, dans chaque cas, par le ministre, mais ne doit pas excéder vingt-cinq dollars.

Valeur du
permis.

4. Les permis ne sont valables que pour le temps, l'endroit et les personnes qui y sont indiqués. S. R. (1909), 2248; 1 Geo. V (1911), c. 25, s. 2.

SECTION III

DES BAUX ET DES PERMIS DE PÊCHE

§ 1.—*Dispositions générales*

Baux et per-
mi d'une
durée de
neuf ans.

4. Le ministre peut, lorsque le droit exclusif de pêche n'existe pas déjà, consentir des baux autorisant la pêche dans les lacs et rivières non navigables de la province, ou émettre des permis autorisant l'exploitation des pêcheries dans les eaux de la province pour un terme n'excédant pas neuf années.

Baux, etc.,
pour une plus
longue
durée.

Les baux ou permis d'une durée plus longue, qui ne peut cependant excéder quinze années, ne sont consentis ou émis que sous l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 2249.

5. Du consentement des propriétaires et dans un but d'administration seulement, le ministre peut prendre le contrôle des droits de pêche appartenant à des terres concédées situées le long de quelqu'une des eaux de la province, pour leur donner plus de valeur, ou pour les louer ou émettre des permis s'y rapportant, selon le cas, conjointement avec ceux appartenant à des terres non concédées le long de ces eaux. S. R. (1909), 2250.

Contrôle des droits de pêche appartenant à des particuliers.

6. Les locataires et porteurs de permis doivent se conformer aux lois fédérales et provinciales, aux règlements établis et aux honoraires fixés par le gouverneur général en conseil ou par le lieutenant-gouverneur en conseil, ainsi qu'aux conditions et restrictions de leurs baux ou permis. S. R. (1909), 2251.

Conditions imposées aux porteurs de permis et locataires.

§ 2.—*Des baux de pêche dans les lacs et rivières non navigables*

7. Depuis le 1er juin 1884, les ventes, concessions et les octrois gratuits des terres de la couronne sont sujets à une réserve, en pleine propriété en faveur de la couronne, de trois chaînes en profondeur des terres bordant les rivières et les lacs non navigables de la province.

Réserve pour fins de pêche.

Cependant, le ministre des terres et forêts peut réduire la profondeur de la réserve, ou y renoncer, ou la vendre, s'il s'agit de la vente d'îles ou de terrains de peu d'étendue ou s'il le considère dans l'intérêt public.

Réduction de la profondeur des réserves.

Cette réserve peut être donnée à bail en la manière édictée par l'article 4.

Louage de ces réserves.

Quand une rivière à saumon est pour partie navigable et pour partie non navigable, la partie navigable peut être donnée à bail soit avec la partie non navigable, soit par un bail distinct. S. R. (1909), 2252; 9 Geo. V, c. 31, s. 1.

Louage des rivières à saumon en partie navigables.

8. Les baux de terre conférant des privilèges de pêche sont faits au nom d'une seule personne ou d'un club constitué en vertu d'une charte spéciale ou en vertu de la Loi des clubs de pêche et de chasse (chap. 87). S. R. (1909), 2253.

Personnes à qui peuvent être octroyés des privilèges de pêche.

9. Si, en conséquence d'inexactitude dans les arpentages ou d'autres erreurs ou causes quelconques, il est découvert qu'un bail renferme des terrains compris dans un bail d'une date antérieure, le bail en dernier lieu consenti est nul en tant qu'il a trait à ces terrains; et le

Nullité des baux en conséquence d'inexactitude des arpentages, etc.

porteur ou le possesseur d'un bail ainsi en partie annulé n'a aucun droit de réclamer une indemnité ou une compensation, à raison de ce que son bail est devenu partiellement nul. S. R. (1909), 2254.

Paiement
du loyer.

10. Le loyer doit être payé d'avance, et tout locataire qui manque de payer ainsi n'a pas droit à la continuation de son bail. S. R. (1909), 2255.

Droits résultant
du bail.

11. Le bail confère au locataire, pour le temps qui y est fixé, le droit de prendre et de conserver la possession exclusive des terrains qui y sont décrits, sujet aux règlements, honoraires et restrictions qui peuvent être établis, et lui donne le droit exclusif de faire la pêche dans les eaux en front de ces terrains, sujet aux lois, honoraires et aux règlements provinciaux et fédéraux alors en vigueur, ainsi que d'intenter en son propre nom toute action contre un possesseur illégal ou une personne qui contrevient à une disposition de la présente loi, et d'en recouvrer des dommages, s'il y a lieu, sauf cependant contre une personne qui passe sur ces terrains ou les eaux adjacentes, ou qui s'y livre à une occupation qui n'est pas incompatible avec les dispositions de la présente loi, ou contre le porteur d'une concession forestière, lequel a, en tout temps, conformément à son permis, le droit d'abattre et d'enlever les arbres, le bois en grume, le bois de sciage et autre, compris dans les limites de sa concession, et, pendant le temps fixé par ce permis, de se servir des rivières ou cours d'eau flottables et des lacs, étangs et autres étendues d'eau et de leurs berges, pour transporter toutes sortes de bois et pour faire naviguer les bateaux, bateaux-passeurs et canots requis à cette fin, à condition de réparer les dommages résultant de l'exercice de ce droit.

Droit de passage en
faveur des occupants
pour certaines fins.

Le droit général de passage pour aller à l'eau et en revenir est aussi réservé, dans les baux, en faveur des personnes qui occupent, en vertu d'un titre de la couronne, des terres situées immédiatement en arrière des terrains donnés à bail. S. R. (1909), 2256.

Droit de passage en
faveur des locataires
d'une réserve
de pêche.

12. Les occupants mentionnés dans l'article 11 sont aussi tenus de fournir un passage sur leurs terres, dans l'endroit le plus convenable et le moins dommageable, aux locataires d'une réserve pour des fins de pêche qui n'ont aucune issue sur la voie publique. S'il n'y a pas entente entre les parties sur l'endroit à choisir et sur l'indemnité qui doit être payée, le tout est soumis pour décision au lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 2257.

13. Si une personne, sans la permission du locataire ou de ses représentants, pêche, fait pêcher une autre personne ou l'aide à pêcher dans les eaux en front d'un terrain sous bail, elle n'a aucun droit au produit de cette pêche, et le poisson ainsi pêché peut être confisqué et devient alors la propriété absolue du locataire, et cette personne est, en outre, passible de l'amende ou de l'emprisonnement mentionné dans l'article 38. S. R. (1909), 2258.

Confiscation
et propriété
du poisson
pris sur ter-
rain sous bail.

14. Le lieutenant-gouverneur en conseil doit réserver, dans chaque nouveau canton, un ou plusieurs lacs ou rivières dans lesquels les personnes qui résident dans ce canton peuvent pêcher librement pour leur subsistance et celle de leurs familles seulement, en se conformant aux lois en vigueur à ce sujet, et cette réserve continue d'exister jusqu'à ce que les terres avoisinant ces lacs ou rivières soient vendues. S. R. (1909), 2259.

Réserves
pour la sub-
sistance des
personnes
résidant dans
les nouveaux
cantons.

15. Chaque locataire est tenu d'établir et de maintenir, dans le territoire qui fait l'objet de son bail, un système efficace de gardes pour assurer une protection complète des droits de pêche lui appartenant.

Maintien de
gardes-pêche
par les loca-
taires.

Il est de plus responsable des dommages causés, par lui-même ou par des personnes sous son contrôle, au bois qui croît sur ce territoire et sur le territoire avoisinant, soit par le gaspillage ou par le manque de précautions suffisantes en allumant, en surveillant ou en éteignant les feux; et il doit, au cas de dommages provenant du feu, prouver que toutes les précautions nécessaires ont été prises. S. R. (1909), 2260.

Dommages
causés par les
locataires.

16. Une pêche excessive ou ruineuse, ainsi que la pêche en temps prohibé, font encourir la révocation du bail des eaux dans lesquelles elles ont eu lieu à la connaissance ou avec la participation du locataire.

Causes de
révocation
du bail.

Le locataire, dans ce cas, ne peut obtenir un autre bail ou un permis de pêche dans les limites de la province, pendant les cinq ans qui suivent la révocation du bail. S. R. (1909), 2261.

Effet de la
révocation.

17. Aucun locataire ni son représentant n'a droit de sous-louer un privilège qui lui est concédé en vertu des dispositions de la présente loi sans en avoir au préalable donné avis au département de la colonisation, des mines et des pêcheries et obtenu, par écrit, le consentement du ministre ou d'une autre personne autorisée à donner ce consentement.

Transport du
privilège de
location.

Honoraires sur transport. Pour l'acceptation d'un tel transport, il est exigé un honoraire de pas moins de dix dollars. S. R. (1909), 2262.

Révocation du bail par le ministre. 18. Si le ministre est convaincu qu'un locataire de droits de pêche s'est rendu coupable d'infraction aux lois ou aux règlements de la pêche dans cette province ou a enfreint ou négligé d'accomplir quelque'une des conditions de son bail, ou refuse de les accomplir à l'avenir, il peut révoquer le bail de pêche, et cette révocation comporte la confiscation pleine et entière de toutes les améliorations faites et existant sur le terrain y mentionné, ainsi que des camps, maisons, glacières, dépendances quelconques, ameublements, embarcations et tous autres articles pouvant servir aux fins de la pêche; mais il est toutefois loisible au ministre d'accorder les remboursements ou indemnités qu'il trouve justes et équitables. S. R. (1909), 2263; 6 Geo. V, c. 20, s. 1.

Remboursements et indemnités.

État fourni par le locataire. 19. Le locataire est tenu de transmettre au département de la colonisation, des mines et des pêcheries, le ou avant le premier janvier qui suit la fermeture de la saison de pêche, un état de l'espèce, du nombre et du poids du poisson capturé dans les eaux affectées par son bail.

Peines encourues si l'état n'est pas transmis. Le défaut de transmettre cet état à l'époque prescrite, ou la transmission d'un état faux rendent le locataire sujet aux dispositions de l'article 18. S. R. (1909), 2264.

Indemnité au locataire précédent. 20. Si un bail de terrains affermé antérieurement à quelqu'un est accordé à un autre, le nouveau locataire est tenu d'indemniser le locataire précédent, jusqu'à concurrence de la valeur réelle des bâtiments ou améliorations utiles qui se trouvent sur le terrain loué, valeur qui ne doit pas dépasser le coût des bâtiments ou améliorations qu'il lui faut faire pour son usage pendant l'existence de son bail.

Fixation de l'indemnité. Cette valeur, au cas de divergence d'opinions, est définitivement établie et fixée par le ministre, et le nouveau locataire n'a pas droit d'obtenir son bail tant qu'il n'a pas fourni la preuve qu'il a ainsi indemnisé le locataire précédent, pourvu que ce dernier ait produit entre les mains du ministre sa réclamation dans un délai d'un mois après avis de le faire de la part du nouveau locataire.

Indemnité au locataire précédent qui refuse de re- Si cependant le locataire précédent cesse volontairement de continuer son bail, ou s'il refuse de le renouveler à son expiration, le nouveau locataire n'est tenu de

payer pour les bâtiments ou améliorations nécessaires ^{nouveler son bail.} que ce qu'ils ont coûté ou leur valeur actuelle. Au cas de divergence d'opinions, cette valeur est fixée en la manière indiquée dans l'alinéa précédent. S. R. (1909), 2265.

§ 3.—*Des permis de pêche dans les eaux de la province*

21. Le permis de pêche confère au porteur le droit ^{Droit conféré au porteur de permis.} exclusif d'exploiter les pêcheries dans les limites y décrites, de toutes les manières autorisées par la loi, mais n'empêche pas les tiers d'y prendre de la boîte pour la pêche de la morue, ou d'y pêcher à la ligne ou à la canne et ligne dans un but étranger au commerce. S. R. (1909), 2266.

22. Les termes et conditions de ces permis sont fixés ^{Conditions du permis.} par le ministre.

Le porteur du permis est passible de l'annulation de son permis, s'il est trouvé coupable d'infraction à la présente loi ou à un règlement fait en vertu de ses dispositions. S. R. (1909), 2267; 9 Geo. V, c. 31, s. 2. ^{Annulation du permis.}

23. Sauf les dispositions de l'article 21, quiconque ^{Défense de pêcher, etc., dans les limites sous permis.} pêche, prend ou tue du poisson dans une eau, ou le long d'une grève, ou dans les limites d'un poste de pêche, décrites dans un permis, ou y place, emploie ou tient quelque engin ou appareil de pêche, sans la permission du porteur du permis, ou trouble ou endommage quelque pêcherie, est passible d'une amende n'excédant pas cent dollars et des dépens, et, à défaut de paiement, d'un em- ^{Punition des infractions.} prisonnement n'excédant pas deux mois, et les engins employés et tout le poisson ainsi capturé doivent être confisqués. S. R. (1909), 2268.

24. Les contestations survenant au sujet de postes ^{Décision des contesta- tions quant aux limites.} de pêche ou de droit à des stations de pêche, ou au sujet de la position des filets ou autres engins de pêche, sont réglées par le garde-pêche de la localité; mais sa décision peut être revisée par le ministre sur un appel ^{Appel au ministre.} qui lui est présenté dans un délai raisonnable. S. R. (1909), 2269.

25. Tout garde-pêche peut déterminer ou prescrire, ^{Distance entre les pêcheries, etc.} sujet à l'appel mentionné dans l'article 24, la distance à laisser entre les différentes pêcheries, et peut enlever sur-le-champ tout engin de pêche lorsque le propriétaire néglige ou refuse de le faire; et ce proprié-

taire est de plus coupable d'infraction à la présente loi et responsable du coût de l'enlèvement de l'engin de pêche. S. R. (1909), 2270.

SECTION IV

DE LA PÊCHE AU SAUMON

Pêche du
saumon.

26. Il ne peut être émis aucun permis autorisant la pêche du saumon à moins de cinq cents verges, mesurées en droite ligne, de l'embouchure d'une rivière ou d'un cours d'eau où le saumon va frayer. S. R. (1909), 2271.

Pêche du
saumon dans
les estuaires.

27. Le ministre, ou toute personne par lui à ce autorisée, peut marquer, pour les fins de la présente loi, dans chaque rivière, les limites des estuaires de pêche où se fait sentir la marée; et il ne doit émettre aucun permis autorisant la pêche du saumon dans ces estuaires.

Permis.

Néanmoins, le lieutenant-gouverneur en conseil peut en permettre l'émission pour ceux des estuaires des rivières qu'il juge à propos d'indiquer. S. R. (1909), 2272.

Plan des
estuaires.

28. Le ministre peut faire préparer et certifier un plan de l'estuaire de chaque rivière, sur lequel sont indiquées les limites de l'estuaire, ainsi que les limites de cinq cents verges de chaque côté de la rivière.

Limites éta-
blies par les
plans.

Ces plans, lorsqu'ils sont certifiés par le ministre, établissent ces limites d'une manière absolue, et n'admettent aucune preuve contraire. S. R. (1909), 2273.

SECTION V

DES HUITRIÈRES

Permis pour
huitrières.

29. Le ministre peut accorder des permis pour un nombre quelconque d'années n'excédant pas quinze, à toute personne qui désire établir ou former des huitrières dans les eaux de la province. Le porteur de ce permis a seul droit aux huîtres produites ou trouvées dans ces huitrières dans les limites désignées dans le permis.

Peines contre
qui pêche sans
permission.

Quiconque pêche dans ces limites ou s'y sert d'engin de pêche pendant la durée du permis, sans une permission par écrit d'un garde-pêche ou du porteur du permis, est passible d'une amende n'excédant pas deux cents dollars et des dépens, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas quatre mois. S. R. (1909), 2274.

SECTION VI

DES TESTACÉS

30. Les pêcheries des testacés et l'émission de per-
 mis concernant ces pêcheries sont sujettes aux dispo-
 sitions de la présente loi et aux règlements établis sous
 son empire. S. R. (1909), 2275.

SECTION VII

DES EAUX RÉSERVÉES POUR LA REPRODUCTION DU POISSON

31. Le ministre peut autoriser la réserve ou l'affermage de rivières ou autres eaux pour la reproduction naturelle ou artificielle du poisson.

Quiconque détruit ou endommage volontairement un endroit ainsi réservé ou affermé, ou y pêche sans une permission par écrit du ministre, d'une personne par lui autorisée ou du porteur du bail, ou empiète ou intervient d'aucune manière sur la propriété d'un établissement de pisciculture sous le contrôle du département de la colonisation, des mines et des pêcheries, ou dans les eaux ou les réservoirs où le poisson est gardé pour les fins de reproduction, ou qui prend ou déplace, sans permission, les canots, chaloupes, embarcations ou autres articles dépendant de la station de pisciculture, ou s'y sert d'engins de pêche pendant que lesdites eaux sont réservées ou affermées, est passible d'une amende n'excédant pas deux cents dollars et des frais, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas quatre mois. S. R. (1909), 2276; 6 Geo. V, c. 20, s. 2.

SECTION VIII

DE L'EMPLOI DES TERRAINS VACANTS POUR LES BESOINS DE LA PÊCHE

32. Quiconque a le droit de faire la pêche peut faire usage des terrains publics vacants, dont l'usage en vertu de la loi est commun et inhérent au droit public de pêche, pour y débarquer, saler, préparer et faire sécher le poisson et pour y couper du bois pour ces objets; et personne autre ne peut s'installer au même poste ou endroit que lorsqu'il a été abandonné par le premier occupant durant douze mois consécutifs; et, à l'expiration de ce temps, tout nouvel occupant doit payer la valeur des tréteaux, échafauds et autres appareils dont il prend possession, ou les constructions et améliorations peuvent être enlevées par leur propriétaire. S. R. (1909), 2277.

SECTION IX

DES PASSES MIGRATOIRES

Passes migratoires.

33. Toute chaussée, tout glissoir ou autre obstruction placés dans les eaux de la province, doivent être pourvus, par le propriétaire ou l'occupant, en tout endroit où le ministre le juge nécessaire, d'une passe migratoire qui permette au poisson d'y passer, laquelle doit être maintenue en bon état.

Forme, etc., des passes migratoires.

L'endroit où doit être placée la passe migratoire, ainsi que la forme et la capacité de la passe, peuvent être prescrits, dans un avis écrit, par le ministre ou par toute autre personne agissant d'après ses instructions.

Définition de l'expression "occupant".

L'occupant, dans le sens de la présente section, comprend, outre l'occupant, le possesseur, l'agent, le locataire, l'associé, ou la personne en charge, soit à titre d'occupant ou de serviteur. S. R. (1909), 2278.

Punition des infractions à l'article 33.

34. Quiconque enfreint les dispositions de l'article 33 est passible d'une amende de quatre dollars pour chaque jour durant lequel la chaussée, le glissoir ou autre obstruction reste non pourvu de passe migratoire, après l'expiration de trois jours à compter de l'avis écrit donné au propriétaire ou à l'occupant, par le ministre ou par une personne qui agit d'après ses instructions.

Construction, etc., des passes migratoires dans le cours de poursuites.

Afin de faire construire, réparer ou améliorer une passe migratoire pendant le cours de poursuites intentées contre le propriétaire ou l'occupant pour le recouvrement de l'amende imposée par le présent article, le ministre peut en ordonner la construction, la réparation ou l'amélioration sans retard, et peut autoriser toute personne à se rendre sur les lieux avec les ouvriers et matériaux nécessaires; et, par action devant un tribunal compétent, il peut recouvrer du propriétaire ou de l'occupant, tel que défini dans l'article 33, toutes les dépenses ainsi encourues. S. R. (1909), 2279.

Recouvrement du coût de la construction, etc.

Quand les passes migratoires doivent être ouvertes.

35. Les passes migratoires doivent être tenues ouvertes et inobstruées et doivent être pourvues d'une quantité d'eau suffisante pour répondre aux fins de la présente section, pendant le temps que le requiert le ministre ou quiconque agit d'après ses instructions. S. R. (1909), 2280.

Domage à une passe migratoire.

36. Nul ne doit endommager ni obstruer une passe migratoire, ni faire quoi que ce soit qui puisse empêcher ou retarder le poisson d'y entrer à la remonte ou à la

descente, ni endommager ou obstruer une chaussée existant avec autorisation, sous peine, pour chaque infraction, d'une amende de dix dollars au moins et de cinquante dollars au plus, et des dépens, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de quinze jours au moins et de trois mois au plus, en sus des dommages causés. S. R. (1909), 2281.

SECTION X

DES RÈGLEMENTS

37. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut en tout temps faire, amender et révoquer des règlements non incompatibles avec les dispositions de la présente loi pour les objets suivants:

a) L'émission des baux et permis, et la définition des droits et devoirs qu'ils confèrent et imposent;

b) La définition des pouvoirs et devoirs du surintendant général, de l'inspecteur général, des inspecteurs, des gardes-pêche et des autres officiers, qui ne sont pas déterminés par la loi;

c) La manière dont doivent être vendus les objets saisis en vertu de la présente loi ou des règlements faits sous son empire;

d) En général, les choses nécessaires à la mise à exécution de la présente loi.

2. Ces règlements entrent en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. (1909), 2282. (*)

Règlements
du lt-gouv.
en conseil.

Entrée en
vigueur de
ces règle-
ments.

SECTION XI

DES AMENDES, CONFISCATIONS ET POURSUITES

38. Sauf lorsqu'il est autrement prescrit, un contrevenant aux dispositions de la présente loi ou aux règlements faits sous son empire est passible, pour une première infraction, d'une amende de cinq dollars au moins et de trente dollars au plus, et des dépens, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de huit jours au moins et d'un mois au plus; pour une seconde infraction, d'une amende de vingt dollars au moins et de soixante dollars au plus, et des dépens, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de quinze jours au moins et de deux mois au plus; et, pour une troisième infraction et toute récidive, d'un emprisonnement de trente jours au moins et de trois mois au plus.

Toutefois, pour une infraction commise sur une rivière à saumon, le contrevenant est passible, pour la

Punition des
infractions.

Punition des
infractions
commises sur

(*) O. C. 1834, 28 décembre 1914, 5 Geo. V, page XX.

une rivière à
saumon

première infraction, d'une amende de cinquante dollars au moins et de soixante-quinze dollars au plus; pour une deuxième infraction, d'une amende de cent dollars au moins et de cent vingt-cinq dollars au plus, et, pour une troisième infraction, et toute récidive, d'un emprisonnement de six mois au moins et d'un an au plus. S.R. (1909), 2283.

Punition des
infractions
commises par
personnes dé-
guisées.

39. Toute personne déguisée ou masquée au moment où elle est en possession d'un engin de pêche quelconque et en voie de commettre une infraction à la présente loi, est passible d'un emprisonnement pour une période n'excédant pas trois mois, sans option d'amende, en sus de toute autre pénalité prévue pour telle infraction. S. R. (1909), 2286a; 10 Geo. V, c. 30, s. 1.

Punition de
l'usage de
dynamite.

40. Quiconque fait usage de dynamite ou autres explosifs, pour prendre ou tuer du poisson auquel s'applique la présente loi, est passible d'un emprisonnement de pas moins d'un an et de pas plus de deux ans. S. R. (1909), 2298.

Confiscation
des navires en
contra-
vention.

41. Tous navires, bateaux, chaloupes, canots, embarcations, radeaux, véhicules de toute espèce, filets ou autres appareils de pêche, dont on se sert en contravention avec la présente loi ou avec quelque règlement fait sous son empire, ainsi que tout poisson capturé ou détenu en contravention avec ces mêmes lois ou règlements, peuvent être confisqués au profit de Sa Majesté, (sauf le droit du locataire en vertu de l'article 13), par un garde-pêche, ou pris et enlevés par toute personne quelconque pour être remis à un garde-pêche. S. R. (1909), 2285.

Présomp-
tions contre
certaines
personnes.

42. La possession par une personne, sans un permis, d'un engin de pêche prohibé par la loi fait preuve par elle-même que cette personne a pêché illégalement, et il lui incombe de démontrer qu'elle ne possédait cet engin pour aucun objet illégal. S. R. (1909), 2286.

Participa-
tion aux in-
fractions.

43. Quiconque accompagne ou aide une autre personne dans une infraction à la présente loi, que ce soit comme serviteur, associé ou autrement, est coupable d'infraction à la loi de la même manière que celui qui accomplit réellement l'acte illégal. S. R. (1909), 2287.

Ce qui consti-
tue une in-
fraction.

44. L'infraction commise en tout temps à quelque disposition de la présente loi ou d'un règlement fait sous son empire, est une contravention distincte et peut être punie en conséquence. S. R. (1909), 2289.

45. Si des filets ou autres engins de pêche sont ten- Infraction
 dus ou mis en usage en contravention avec la présente qui dure plus
 loi ou aux règlements faits sous son empire pendant plus d'un jour.
 d'un jour, il y a infraction distincte pour chacun de ces
 jours; et si quelque autre contravention à ces lois ou
 règlements se continue pendant plus d'un jour, il y a
 également infraction distincte pour chacun de ces jours.
 S. R. (1909), 2290.

46. L'amende perçue pour infractions à la présente Destination
 loi appartient, moitié à la couronne et moitié à la per- des amendes.
 sonne qui a obtenu le jugement de condamnation. S. R.
 (1909), 2284.

47. L'action en recouvrement des amendes doit être Prescription
 intentée dans les six mois à compter du jour où la con- des poursui-
 travention a eu lieu. tes.

Néanmoins, lorsque la personne contre laquelle la Prescription
 poursuite est dirigée est domiciliée hors de la province, si le défen-
 la poursuite peut être intentée dans les quinze mois à deur est do-
 compter du jour où la contravention dont on se plaint a micié hors
 eu lieu. S. R. (1909), 2292. de la provin-
 ce.

48. La poursuite peut être prise, entendue et jugée Procédures
 sommairement, sur plainte devant un magistrat ayant sommaires.
 juridiction dans la localité où l'infraction a été commise,
 même s'il s'élève quelque question concernant des titres,
 à des terres, droits immobiliers ou héritages. S. R.
 (1909), 2293.

49. Lorsqu'une infraction aux dispositions de la pré- Juridiction
 sente loi ou aux règlements faits sous son empire est des magistrats
 commise sur les, ou près des eaux servant de limite entre sur les infrac-
 plusieurs comtés ou plusieurs districts judiciaires ou cir- tions commi-
 conscriptions de pêche, le contrevenant peut être pour- ses près des
 suivi devant tout magistrat ayant juridiction dans un limites des
 de ces districts ou circonscriptions, ou devant le garde- circonscrip-
 pêche de l'une ou de l'autre de ces circonscriptions. tions.
 S. R. (1909), 2291.

50. Le délai d'assignation est de trois jours après Délai de l'as-
 le jour de la signification, lorsque la distance du lieu signation.
 où la sommation est signifiée à l'endroit où elle doit
 être rapportée n'excède pas cinq lieues, et d'un jour de
 plus pour chaque cinq lieues et pour une fraction de
 cinq lieues additionnelles.

Lorsqu'il est expédient de procéder sans délai contre Procédures
 un défendeur, tout magistrat peut émettre un bref de dans les cas
 sommation rapportable immédiatement pour obliger d'urgence.

le défendeur à comparaître devant lui sans délai, ou il peut émettre, en même temps que le bref de sommation, un mandat d'arrestation contre le défendeur. S. R. (1909), 2294.

Vices de forme.

51. Aucune procédure ne doit être renvoyée, ni aucune condamnation cassée pour défaut de forme.

Suffisance des mandats.

Nul mandat d'arrestation ou d'emprisonnement n'est infirmé pour cause d'irrégularité, s'il y est allégué que la partie a été trouvée coupable, et s'il y a de bonnes et valables raisons pour justifier cette condamnation. S. R. (1909). 2295.

Formules de procédure.

52. Les formules de procédures, de sommations et d'avis, employées en vertu de la présente loi et des règlements faits sous son empire, peuvent être rédigées comme les formules 1, 2, 3, 4 et 5, ou de toute autre manière; pour le surplus, les lois relatives aux procédures sommaires devant les juges de paix s'appliquent aux cas prévus par la présente loi. S. R. (1909), 2296.

Rapport du garde-pêche au ministre.

53. Lorsque le jugement a été obtenu par son entreprise, le garde-pêche doit faire rapport au ministre dans un délai de cinq jours après ce jugement. S. R. (1909), 2297.

Fonctionnaires revêtus des pouvoirs d'un juge de paix et d'un garde-pêche.

54. 1. Sujet aux règlements et instructions de l'autorité compétente, tout officier des pêcheries du Canada, ou officier commissionné de la marine de Sa Majesté, à bord d'un vaisseau du gouvernement du Canada ou nolisé par lui et employé au service de la protection des pêcheries, et tout officier commissionné de la marine de Sa Majesté servant sur un navire croisant ou se trouvant dans les eaux de la province, peut exercer, pour les fins de la présente loi et des règlements faits sous son empire, les pouvoirs d'un juge de paix et d'un garde-pêche, sans qu'il ait à justifier d'aucune des conditions requises d'un juge de paix.

Poursuites par ces fonctionnaires.

2. Les articles 354, 355, 356 et 357 de la Loi des tribunaux judiciaires (chap. 145) s'appliquent aux actes faits et aux procédures instituées par ces officiers. S. R. (1909), 2288.

SECTION XII

DES OFFICIERS ET DES CIRCONSCRIPTIONS DE PÊCHE

Fonctions du surintendant, etc.

55. Le surintendant général et l'inspecteur général de la chasse remplissent les fonctions de surintendant et d'inspecteur des pêcheries pour toute la province.

Les inspecteurs de la chasse remplissent les fonctions d'inspecteur des pêcheries dans les circonscriptions pour lesquelles ils sont nommés. Fonctions des inspecteurs.

Le surintendant général et l'inspecteur général sont d'office juges de paix pour toute la province, et ils ont aussi, dans toutes les circonscriptions de pêche, les mêmes pouvoirs que les gardes-pêche. Les inspecteurs de la chasse n'exercent ces attributions que dans leurs circonscriptions respectives. Pouvoirs du surintendant et de l'inspecteur général. S.R. (1909), 2299.

56. Le ministre peut, s'il le juge à propos, pour mieux protéger la pêche, diviser la province en circonscriptions de pêche et nommer, pour chacune d'elles, des inspecteurs et des gardes-pêche dont les devoirs et les attributions sont définis par la présente loi, les règlements faits sous son empire et les instructions du ministre. Division de la province en circonscriptions de pêche. S.R. (1909), 2300.

57. La rémunération de ces inspecteurs et de ces gardes-pêche et de toutes les autres personnes employées spécialement pour accomplir un devoir quelconque imposé par la présente loi ou par des règlements établis d'après ses dispositions, doit, s'il y a lieu, être fixée par le ministre, par commission ou autrement, et, dans l'un ou l'autre cas, être payée à même les revenus provenant de l'application de la présente loi. Rémunérations des inspecteurs, etc. S. R. (1909), 2301.

58. Le ministre peut nommer autant de gardiens qu'il juge nécessaires pour la protection efficace de la pêche dans les eaux de la province sous bail ou sous permis. Nomination de gardiens.

Ces gardiens prêtent serment de remplir fidèlement leurs devoirs en faisant exécuter les lois et les règlements provinciaux en vigueur, et ils sont employés durant le temps que le ministre juge nécessaire. Serment de ces gardiens.

Les services de ces gardiens sont payés par les locataires et les porteurs de permis. Leur rémunération. S. R. (1909), 2302.

59. Tout garde-pêche, officier spécial ou gardien de club qui tolère, aide d'une façon quelconque, ou commet lui-même, seul ou avec d'autres, une infraction à la loi ou aux règlements des pêcheries dans cette province, est coupable d'une contravention et passible d'une amende n'excédant pas cent dollars, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois. Peines contre certains officiers.

Cette contravention est poursuivable conformément aux dispositions de l'article 58 de la Loi de la chasse (chap. 86). Poursuites. S. R. (1909), 2302a; 6 Geo. V, c. 20, s. 3.

Gardes-
pêche
d'office.

60. Sont d'office gardes-pêche pendant la durée de leurs fonctions, les agents et les sous-agents des terres et des bois de la couronne, les gardes forestiers et leurs surintendants, et les gardes-chasse nommés par le ministre, chacun pour la division confiée à sa surveillance.

Gardes-
pêche lo-
caux.

Le ministre peut aussi nommer des gardes-pêche locaux suivant qu'il le juge nécessaire, et ils n'ont droit à aucun salaire pour ce service. S. R. (1909), 2303.

Pouvoirs
du garde-pê-
che.

61. Tout garde-pêche a les pouvoirs d'un juge de paix dans sa division, tant pour les fins de la présente loi que pour ce qui concerne la bonne exécution des lois et règlements dans les limites de cette division. S. R. (1909), 2304.

Condamna-
tion sur le
fait par les
gardes-pêche,
etc.

62. Tout garde-pêche ou autre magistrat peut condamner sur le fait, dans les limites de sa division, toute personne coupable d'une infraction punissable en vertu des dispositions de la présente loi. S. R. (1909), 2305.

Perquisitions
par les gardes
pêche, etc.

63. 1. Tout garde-pêche ou autre magistrat peut faire des perquisitions, ou accorder un mandat pour faire des perquisitions dans les embarcations et dans tout endroit où il a raison de supposer qu'il se trouve du poisson pris en contravention avec la présente loi ou avec les règlements faits sous son empire, ou quelque objet dont l'usage est prohibé.

Leur pouvoir
d'entrer sur
la propriété
privée.

2. Dans l'exercice de leurs fonctions, tout garde-pêche et toute autre personne l'accompagnant ou autorisée par lui à cette fin, peuvent entrer et passer sur la propriété privée, pourvu qu'il n'y ait pas de violation du droit de propriété. S. R. (1909), 2306.

Bec-scie ou
martin-
pêcheur.

64. Le surintendant des pêcheries peut, en tout temps de l'année, tuer ou faire tuer, sur les rivières à saumon, le bec-scie ou le martin-pêcheur. S. R. (1909), 2307.

Vente des
droits de
pêche par les
colons.

65. Il est loisible au ministre de sanctionner toute vente de droits de pêche faite par les colons pour ce qui concerne les lots accordés à ces colons par billets de location avant le 1er juin 1884, quand lesdits lots touchent à des rivières non navigables, et le ministre a ce pouvoir lors même que les améliorations requises par la loi n'auraient pas été faites, et même si le billet de location dudit lot concédé avant le 1er juin 1884 a été annulé, pourvu, cependant, que la vente ait eu lieu avant cette annulation.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux ventes faites par des colons sans titre (*squatters*) qui ont pris possession de leurs lots avant le 1er juin 1884, et qui ont été ou qui peuvent être reconnus comme ayant droit à la terre sur laquelle ils se sont établis. S. R. (1909), 2308.

FORMULES

1.—(*Article 52*)

Plainte

Province de Québec,
District de

Ce jour de 19
A J. S., juge de paix du district de (*ou* du comté de)

A. B., de _____, se plaint de ce que C. D., de _____,
(énoncer ici brièvement la contravention en termes intelligibles, le lieu où elle a été commise,) en contravention avec
la Loi de la pêche de Québec.

Pourquoi le plaignant demande que jugement soit rendu contre ledit C. D., ainsi qu'il est prescrit par ladite loi.

A. B.

S. R. (1909), 2308, formule A.

2.—(*Article 52*)

Sommation au défendeur

Province de Québec, }
District de . }

A C. D., de _____, etc.

Considérant que (*ce jour*) plainte a été portée devant moi, que vous (*énoncer la contravention dans les termes de la plainte ou au même effet*), en contravention avec la Loi de la pêche de Québec ;

Pourquoi vous êtes, par le présent, sommé de comparaître devant moi, à _____, le _____ jour de _____, à _____ heures du matin (ou de l'après-midi), pour répondre à ladite plainte et être traité conformément à la loi.

Témoin, mes seing et sceau, à _____, ce _____ jour de _____ 19 _____.

J. S.,

[L. S.]

juge de paix pour _____.

S. R. (1909), 2308, formule B.

3.—(Article 52)

Subpœna aux témoins

Province de Québec }
District de _____.

A E. F.,

Considérant que plainte a été portée devant moi que C. D. a (*énoncer la contravention comme dans la sommation*), et que je suis informé que vous pouvez donner un témoignage important en cette cause, il vous est en conséquence ordonné de comparaître devant moi, à _____, le _____ jour de _____, à _____ heures du matin (ou de l'après-midi) pour dire ce que vous connaissez relativement à la matière de ladite plainte.

Témoin, mes seing et sceau, ce _____ jour de _____ 19 _____.

J. S.,

juge de paix pour _____.

[L. S.]

S. R. (1909), 2308, formule C.

4.—(Article 52)

Condamnation

Province de Québec, }
 District de . }

Qu'il soit notoire que ce jour de 19 , à , dans ledit district, C. D., de a été trouvé coupable par devant moi d'avoir (*énoncer brièvement la contravention, ainsi que le temps et l'endroit où elle a été commise*) en contravention avec la Loi de la pêche de Québec, et je condamne ledit C. D. à payer la somme de (*indiquer à qui l'amende doit être payée*), et j'ordonne la confiscation (*mentionner les objets confisqués et en faveur de qui ils le sont—et rayer ces mots s'il n'y a pas de confiscation*), et je condamne aussi ledit C. D. à payer à A. B. (*le plaignant*) la somme de pour les frais; et, si ledit C. D. fait défaut de payer ladite amende et les frais immédiatement après la présente condamnation, je le condamne à être envoyé et emprisonné dans la prison commune du district de pour la période de .

Témoin, mes seing et sceau, à , ce
 jour de 19 .

J. S.,
 juge de paix pour

[L. S.]

S. R. (1909), 2308, formule D.

5.—(Article 52)

*Mandat d'emprisonnement pour non-paiement de l'amende
 et des frais*

Province de Québec, }
 District de . }

Aux constables et officiers de paix du district de et
 au gardien de la prison commune dudit district à

Considérant que C. D., de
 a été le jour de 19 , trouvé
 coupable devant moi d'avoir (*comme dans la condamna-*

tion); et que j'ai, en conséquence, condamné ledit C. D. à payer immédiatement une amende de
à et une somme de
à pour les frais (*comme dans la condamnation*), et, à défaut de paiement immédiat, à être emprisonné pour (*comme dans la condamnation*); et considérant que ledit C. D. n'a pas payé ladite amende et les frais;

En conséquence, je vous ordonne à vous, dits constables et officiers de paix, ou aucun de vous, d'arrêter et de conduire ledit C. D. dans la prison commune du district d , à , et de le délivrer au gardien de la prison avec le présent mandat; et je vous ordonne à vous, dit gardien de ladite prison, de recevoir ledit C. D. sous votre garde, et de le tenir sûrement emprisonné dans ladite prison durant l'espace de , et, pour ce faire, le présent sera pour vous un mandat suffisant.

Témoin, mes seing et sceau, à , ce
jour de 19 .

J. S.,

[L. S.]

juge de paix pour .

S. R. (1909). 2308, formule E.